

GRAND DEBAT NATIONAL

28 février 2019

GRAND DÉBAT NATIONAL

**ENTREPRENEURS,
FAITES-VOUS ENTENDRE DANS
LE GRAND DÉBAT NATIONAL.**

BIENVENUE !





Dominique RESTINO
Président de la CCI Paris



CCI PARIS
PARIS ILE-DE-FRANCE



Jean-Louis SCHILANSKY
Président du Medef Paris



MEDEF Paris
Tous avec votre entreprise !

Modération : Jean-Louis PICOT, rédacteur en chef adjoint du Parisien
Restitution : Marie-Sophie CLAVERIE (MEDEF) & Olivier BEAUNAY (CCI)

3 THEMES

**Travail
Fiscalité
Transition écologique**

2 SEQUENCES

**Constats
Propositions**

CONSTATS

TRAVAIL

- Le **coût du travail** est trop important, les charges sociales sont trop fortes, même s'il faut financer le système social ; cela favorise le travail au noir
- Des centaines de milliers d'**emplois sont non pourvus** ; problème de la formation surtout avec l'enjeu des métiers du numérique mais aussi des enjeux dans les métiers manuels qui n'ont pas été favorisés ; il y a aussi la question de la volonté de travailler (ex : emplois sans qualifications), qui pose un « problème de mentalité »
- Problème de l'**incitation au travail** par rapport aux aides sociales
- Liens entre niveau de qualification et de rémunération avec un écart très haut / très bas ; rejet des **emplois peu qualifiés**, cela pose le problème de la valorisation et des perspectives de ces emplois
- Refus parfois des **missions courtes** par rapport à des indemnités ; beaucoup de jeunes ne cherchent pas de CDI de façon à bénéficier d'une indemnisation et de temps libre ensuite

TRAVAIL

- On perd ses allocations quand on devient entrepreneur ou quand on retrouve un emploi, **manque d'accompagnement** de Pôle Emploi avec l'évolution du travail (co-working, slashing...)
- On propose aux gens de se former pour 15 euros de l'heure, c'est un défi... Il y a une vraie complexité pour se former en France aujourd'hui dans le cadre du **CPF**
- Enjeu des **entrepreneurs « sur le carreau »**, qui ont des compétences à valoriser et ont un tempérament volontaire : à mettre à profit pour aider les entreprises et pas seulement les collectivités
- **35 heures** : à augmenter pour accroître son pouvoir d'achat, « donner plus pour gagner plus »
- Problème des CDD lorsque les collaborateurs sont malades : la **taxation des contrats courts** peut poser problème pour les entreprises et l'emploi, avec des problématiques différentes entre PME et groupes
- **Rôle des collectivités locales** qui paient des formations sans les contrôler ; faible diplomation par rapport au privé ; métiers manuels à revaloriser

TRAVAIL

- Questions sur le dispositif ACCRE : depuis janvier 2019, les auto-entrepreneurs bénéficient automatiquement de ce dispositif fiscal allégé, donc beaucoup peuvent s'enregistrer pour ces incitations fiscales, contrairement aux entrepreneurs : c'est une **disparité de traitement** ; peur de faire « la mauvaise déclaration » et des conséquences fiscales par rapport à ceux qui ont un régime plus simple et plus avantageux
- Question de l'accès des **personnes handicapées** à l'emploi : réflexion à mener sur la formation, le versement d'un montant (vs avantages fiscaux). Contrôle de l'utilisation des fonds versés par les entreprises au titre de l'AGEFIPH

FISCALITE

- Énorme **différence de traitement fiscal** entre petites entreprises et grands groupes, y compris les GAFAs (optimisation fiscale) ; attention cependant au « groupes bashing »
- Balance commerciale déficitaire de 60 Md / an : il faut aider les PME à aller vers **l'international**
- Comment **les PME** peuvent s'unir et s'organiser pour l'optimisation fiscale ?
- Problème des régimes fiscaux divergents au sein de **l'UE** (cf Irlande)
- Bâtiment : **instabilité de la règle fiscale** qui impacte l'investissement notamment **immobilier** (Cf crédit d'impôt). Problème de l'IFI, qui affecte l'immobilier et l'emploi
- Distorsion de concurrence avec les **réservations en ligne**
- Attention à la pénalisation des **contrats courts**
- 572 **niches fiscales** : pourquoi ? Certaines durent depuis 100 ans et n'ont pas de sens économique

FISCALITE

- Sortir **l'Etat** de la sphère économique : problème de « schizophrénie » ou d'ambiguïté entre rôle d'actionnaire et le rôle social ou fiscal
- La fiscalité pose le problème des besoins de financements : sujet du **millefeuille administratif**, à réduire pour baisser le niveau de la fiscalité
- Le capital rapporterait 6 fois plus que le travail : question de **l'incitation au travail**

TRANSITION ECOLOGIQUE

- Impact de la **pollution** sur l'environnement : créer une taxe sur les entreprises polluantes
- Pic actuel de pollution : il faut mieux comprendre les **mesures** en place selon la météo
- Attention à l'**écologie punitive** vs l'écologie positive : des mesures de recyclage des déchets sont réalisées par des entreprises, cela génère de l'énergie mais ne trouve pas sa contrepartie ; il faut que les collectivités incitent au « bien faire »
- Le sujet de l'**énergie** est majeur : la performance est importante avec des transformations en cours, développement de l'économie circulaire avec les enjeux de l'eau, des déchets : c'est une question pas seulement fiscale mais aussi systémique
- Pollution dans Paris : les **véhicules propres** sont peu disponibles dans le domaine de la logistique, des sociétés doivent amortir des véhicules anciens sur 5 ans, donc règles d'amortissement à revoir

TRANSITION ECOLOGIQUE

- **Bâtiment**, premier consommateur d'énergie : aspect fiscal important, mais aussi des outils non utilisés comme la bâche publicitaire pour financer des travaux d'amélioration ; il y a aussi des obligations de travaux (ex : isolement)
- Importance de l'investissement des grands **groupes** dans l'écologie, qui n'est pas toujours suffisamment connu ; inciter avec des principes de type pollueur-payeur, mais qui fonctionnent mal. Sur le kérosène, c'est un produit mondial, dont la taxation fera changer les lieux d'approvisionnement, il faudrait un accord au niveau mondial
- Problème des moyens de **transport collectifs** (Cf fiabilité des trains) vs voitures
- En région parisienne : **saleté** des bords de route très dégradée, qui est responsable ?
- **Commande publique** : effet désincitatif des critères environnementaux par rapport au prix

AUTRES

- Question de la **représentation** des entrepreneurs et relations avec les organisations existantes
- Enjeu de l'**image** des entrepreneurs

PROPOSITIONS

TRAVAIL

- Pérenniser les **baisses de charges** pour favoriser l'emploi
- **Progressivité** de l'impôt sur les sociétés et les charges sociales à l'instar de ce qui existe pour les personnes physiques ; les grands groupes sont notre « fierté nationale », nous devons aussi soutenir nos PME qui sont notre « trésor national », et favoriser le développement des ETI
- Aider chacun à la **mise au travail** par l'emploi, les aides, la formation, les aides au handicap
- Des niches sont nécessaires (ex : patrimoine historique) ; réflexion globale à mener
- La transition écologique peut devenir un vrai levier de compétitivité (Cf Chine) ; on pourrait en faire une force comme pour le luxe ou la gastronomie, donc à ne pas percevoir comme un poids (Cf vente d'éoliennes françaises en Asie) : aller vers un plan Marshall pour créer 1 M d'emplois dans les prochaines années, devenir **leader mondial**, exportateur de savoir-faire

TRAVAIL

- Aider **Pôle Emploi** à évoluer dans la voie de l'accompagnement vers l'entrepreneuriat : changer le fonctionnement interne pour une meilleure compréhension des entreprises
- Intéressant de donner le chômage dans le cas des **démissions** car il y a un mal-être évident avec une épée de Damoclès : des CSP+ restent dans une boîte pour des raisons alimentaires. Or, il faut un salaire, une équipe et un produit qu'on aime, sinon on est moins productif
- Aller vers des systèmes plus interconnectés au plan administratif, donc plus flexibles, créer des « **ponts numériques** » par exemple entre URSSAF et Pôle Emploi, et une meilleure compréhension de l'entreprise. Question de la performance de l'Etat (Cf projet du cabinet du PM en matière numérique) : aller vers un CTO de l'Etat, et mieux mutualiser les coûts (Cf Obama)
- Mieux contrôler les **arrêts maladie** excessifs quand les taux individuels ne sont pas pris en compte par les cabinets médicaux, avec un enjeu autour du jour de carence très largement compensé

FISCALITE

- **Stabiliser** les dispositifs fiscaux sur 5 ans
- Harmoniser la **fiscalité des GAFA** au plan européen
- La **sphère publique** n'est pas forcément la solution, elle peut être le problème ; et l'emploi public n'est pas un objectif en soi, même si la qualité des agents publics est importante

TRANSITION ECOLOGIQUE

- Vers un **grand emprunt** au niveau européen pour faire face à l'ampleur des enjeux
- Enjeu d'**éducation** (Cf « ça commence par moi »)
- Financer les installations de **recharges électriques** dans les parkings : vers des incitations fiscales pour les copropriétés ?
- Commande publique : favoriser la prise en compte des **clauses RSE** plus globales au-delà des clauses d'insertion dans un contexte où le prix fait la différence sur les appels d'offre
- Neutralité carbone : rôle des **fonds d'investissement** qui investissent dans les pays du Sud, pourrait-on faire plus proche dans nos territoires ?
- Problème de la **macro-gouvernance** par rapport aux solutions industrielles : faible efficacité de multiples concertations, il ne se passe rien derrière...
- 6 mails pour cet événement : **Internet pollue** autant que le trafic aérien

TRANSITION ECOLOGIQUE

- Hébergement des **serveurs** dans un flux électrique, c'est Internet qui pollue la planète aujourd'hui, 700 Md de litres d'eau sont nécessaires pour refroidir les fermes à serveur... Il y a des solutions existantes dans le business qui créent des emplois ; par ailleurs, les start-up peuvent être une nouvelle aventure aussi pour les plus expérimentés
- Difficulté à recruter, ce qui limite la croissance, d'où le développement de formations ou d'**universités internes**, retard de l'Education nationale, il faut encourager les entreprises à aller dans cette voie, taxes vers les OPCA à utiliser dans ce sens

AUTRES

- Développer le rôle pédagogique des **organisations professionnelles**
- Améliorer la compréhension des problématiques des **grands groupes**
- Dossier du Grand Paris : question du **logement**, prix du foncier, ce thème est écarté du Grand débat national, or il y a 70 000 logements construits par an, il faut aller vers 90 000 logements annuels. Besoin de réponses concrètes
- Favoriser les solutions de **trésorerie** à l'instar du dispositif qui permettait d'exonérer de l'IS les résultats investis en fonds propres
- Faire mieux connaître les **solutions existantes**, par ex. en matière de formation aux éco-activités
- Créer un **glossaire** sur les grandes notions abordées dans le cadre du Grand débat

Merci de vos contributions !
Débat à poursuivre sur le site du Grand débat national
www.granddebat.fr